

IMPLANTATION DU COURS D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE

L'opposition ne s'essoufle pas

MAXIME DELAND

mdeland@lavoixdelest.qc.ca

Granby — La controverse entourant le cours d'éthique et de culture religieuse a fait couler beaucoup d'encre avant les Fêtes. Puis, plus rien. Mais certains parents n'ont pas oublié.

Le débat a été relancé de plus belle par plus de 400 personnes, samedi après-midi, à Granby. Pour l'occasion, des centaines de parents sont sortis dans la rue afin de dénoncer l'imposition du cours d'éthique et de culture religieuse.

Visiblement, certains parents ne digèrent toujours pas la décision du gouvernement du Québec d'implanter le cours dès septembre prochain dans toutes les écoles primaires et secondaires de la province.

S'ils ont été plus discrets au cours des derniers mois, les parents qui s'opposent au changement de cours ont bien l'intention de faire sentir leur présence et leur mécontentement au cours des prochaines semaines.

Réunis au parc Miner, les quelque 400 personnes ont manifesté de manière pacifique jusque devant les bureaux de la commission scolaire du Val-des-Cerfs, rue Court, où quelques conférenciers ont pris la parole.

Parmi eux, un avocat est venu informer les gens au sujet du formulaire d'exemption du cours de culture et d'éthique religieuse qui a récemment été mis au point par une équipe juridique.

«Selon la loi, il est permis d'exempter un enfant d'un cours pour différents motifs. On pourrait donc

exempter notre enfant si, par exemple, il y a perte du droit de choisir une éducation conforme aux principes moraux et religieux. Ou bien si ce cours brime les libertés fondamentales de conscience et de religion basées sur des principes de loi», indique Marie-Josée Croteau, responsable de la Coalition pour la liberté en éducation.

Droit d'exemption

Le formulaire en question a été distribué à tous les parents présents à la manifestation. Il est d'ailleurs remis un peu partout au Québec lors d'activités organisées pour dénoncer l'implantation du cours.

Les parents qui souhaitent se prévaloir du droit d'exemption qui leur est accordé en vertu de la Loi sur l'instruction publique — et

ainsi soustraire leur enfant du cours d'éthique et de culture religieuse — peuvent se le procurer au www.coalition-cle.org.

«Ce n'est pas seulement les parents qui s'opposent à l'implantation du cours. Il y a plusieurs professeurs qui n'étaient pas enthousiastes d'enseigner la religion et ils devront maintenant en enseigner sept!», dit M^{me} Croteau.

«Et à ce que je sache, ce n'est pas au gouvernement de décider quelle religion sera enseignée à nos enfants et la manière avec laquelle elle sera enseignée. La liberté de conscience et de religion, c'est fondamental. On réclame ce droit qui est de pouvoir choisir nous-mêmes ce qu'il y a de mieux pour nos enfants. Notre but, c'est de rendre le cours optionnel», ajoute-t-elle.



0
18
10
29
30
30
16
14
24
31
31
55
3
88
81
9P
65
221
95
c.ca
c.ca
c.ca